



www.journalumali.com

Journal du Mali

L'hebdo

N°462 du 15 au 21 février 2024

COFOP
LA SAIGNÉE

RENTÉE LITTÉRAIRE
FOIRE AUX LIVRES

GAO
MARCHÉ INCENDIÉ



CLASSE POLITIQUE

L'OMBRE D'UN SILENCE

Alors que les sujets ne manquent pas, certains acteurs politiques font profil bas depuis plusieurs mois sous la transition. Crainte ou stratégie de positionnement pour le futur ?

GRATUIT

Ne peut être vendu

UNE SERIE **CANAL+** ORIGINAL

LE FUTUR EST À NOUS

SAISON 2

TOUT PEUT ARRIVER

DU LUNDI AU VENDREDI
SEULEMENT AVEC**CANAL+**

ÉDITO

Le spleen noir

Nous n'avons plus les mots. Nous ne savons plus quoi dire, quoi écrire, pour traduire notre désarroi. Comme une impression diffuse d'écrire le même éditorial, ou presque, chaque semaine. D'essayer d'expliquer tout le noir qui nous entoure, notre incompréhension face à cette crise énergétique sans précédent. Et, à chaque fois que nous pensons avoir atteint le fond, qu'il est impossible de faire pire, les longues heures, des heures qui ne se comptent plus, nous prouvent le contraire. Comment pouvons-nous espérer quoi que ce soit, alors que le minimum syndical à l'ère moderne, avoir de l'énergie, est devenu pour nous plus qu'un luxe ? Le silence de la grande majorité n'est pas de la résignation, mais de la peur. Ce silence est aussi un ras-le-bol face à une certaine indifférence, alors que plusieurs petits métiers se meurent. Nous vivons tout ceci alors que la période de chaleur débute et que nous entrevoyons dans moins d'un mois le Ramadan. Nous n'avons pour l'heure aucune visibilité sur des solutions à venir et le manque d'explications augmente cette expectative. Les perspectives sont sombres, noyées, au milieu de décisions aux conséquences possiblement lourdes qui nous font oublier un temps un malheureux quotidien. Cet oubli, nous l'avons aussi expérimenté durant le mois qu'a duré la CAN. Les vibrations et les émotions vécues ont été une parenthèse. Mais cette parenthèse est terminée, elle est derrière nous. Dans notre peine, nous ne souhaitons que travailler correctement, dormir paisiblement, profiter d'un service que nous payons. On nous répète telle une antienne que le Mali Koura ne se fera pas sans un Malien Koura, mais le nouveau Mali devrait préserver et garantir ce qui fonctionnait dans l'ancien. Se nourrir du passé pour façonner le présent et construire l'avenir. Pour l'heure, il ne nous reste que la lumière de nos réflexions et de nos imaginations.

BOUBACAR SIDIKI HAIDARA

LE CHIFFRE

100 millions

de francs CFA : C'est la somme offerte le 13 février par le Président ivoirien Alassane Ouattara à Emerse Faé, entraîneur intérimaire des Éléphants, qui a conduit son équipe au sacre lors de la CAN.

ILS ONT DIT...

• « La Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA) et une partie de la Plateforme du 14 juin se sont rendues inéligibles dans le processus de paix. Du fait de la position prise par ces derniers contre les FAMA pendant le processus de réoccupation des entreprises de la Minusma. Ceux qui se sont rendus coupables d'agressions contre l'État et le processus de paix devront répondre de leurs actes devant la justice ». **Colonel-major Ismaël Wague, ministre de la Réconciliation nationale**, le 13 février 2024.

• « Le Président Macky Sall n'a cessé d'agresser notre démocratie, bâtie par des générations de militants de la démocratie (...). La meilleure manière de préserver notre stabilité légendaire, c'est de respecter la Constitution du Sénégal en organisant l'élection présidentielle à la date échue du 25 février ». **Aminata Touré, ancienne Première ministre du Sénégal**, le 13 février 2024.

UN JOUR, UNE DATE

15 février 1950 : Première du long-métrage d'animation "Cendrillon de Walt Disney" aux États-Unis.



L'ensemble des joueurs et du staff des Éléphants ont été décorés le 13 février de l'Ordre national, la plus haute distinction en Côte d'Ivoire, après leur sacre lors de la CAN.



L'ancien président de la République, **Nicolas Sarkozy** a été condamné ce 14 février 2024 par la Cour d'appel de Paris, à un an de prison dont 6 mois avec sursis, dans l'affaire Bygmalion. Il s'est pourvu en cassation.

LA PHOTO DE LA SEMAINE



Le président de la Côte d'Ivoire Alassane Ouattara, le Premier ministre Robert Beugré Mambé et le sélectionneur intérimaire Emerse Fae tiennent le trophée de la CAN. 13 février 2024.

RENDEZ-VOUS

15 - 17 février 2024 :

Festival Ir Ganda – Palais de la Culture – Bamako

20 février 2024 :

Inter - Atletico Madrid – Ligue des Champions

23 février 2024 :

Nuit des Diawambé – Azalaï Hôtel Salam – Bamako

21- 24 février 2024 :

Mali Festi Reggae – Palais de la Culture – Bamako

TRANSITION : LE SILENCE INTRIGUANT DES ACTEURS POLITIQUES

Relégués dans l'ombre depuis le début de la Transition dirigée par les militaires, les acteurs politiques peinent de plus en plus à donner de la voix. Si quelques-uns continuent tant bien que mal à prendre position sur des sujets-clés, la plupart fait profil bas.

MOHAMED KENOVI

Qu'il est loin le temps où les hommes politiques s'exprimaient et critiquaient la gestion des affaires publiques sans s'attirer d'ennuis! Sous la Transition, les voix politiques critiques se sont tues au fil du temps. S'ils n'ont pas complètement démissionné de leur rôle de veille de la conduite des affaires, les partis politiques se contentent désormais de quelques prises de positions mesurées, dans des communiqués, sans que les leaders ne montent au créneau dans les médias pour s'exprimer comme par le passé.

Figures politiques en retrait

Il était l'un des rares hommes politiques à s'exprimer sous la Transition. Mais, depuis quelques semaines, il semble avoir disparu des radars. Housseini Amion Guindo se fait de plus en plus discret, même si son parti, la Codem, continue de se prononcer régulièrement sur la situation sociopolitique du pays. Habituellement fréquent dans les médias, l'ancien ministre de l'Éducation a visiblement changé de posture. De son côté, l'ancien ministre de la Justice Mohamed Aly Bathily, membre du Comité stratégique du M5-RFP Malikura, connu pour ses déclarations tapageuses, fait également profil bas depuis un moment. Très critique envers les autorités de transition lors de la campagne référendaire de juin dernier, où il appelait à voter « non », le Président du Front africain pour la solidarité et la démocratie (Fasode) se montre depuis très réservé sur la conduite de la Transition. L'une de ses dernières sorties médiatiques remonte à septembre 2023, quand il accusait plusieurs dignitaires du régime IBK d'être impliqués

dans des spéculations foncières. Depuis, silence radio. Quant à l'ancien Premier ministre Cheick Modibo Diarra, il n'a jamais véritablement donné de la voix depuis le début de la Transition, même si son parti, le RpDM, a appelé à voter « non » lors du référendum du 18 juin 2023, exprimant de profondes inquiétudes concernant le processus. La position de Cheick Modibo Diarra n'est pas surprenante, confie un analyste, qui rappelle que l'ancien Premier ministre de transition ne se signale que lorsque les échéances électorales se profilent, notamment la présidentielle. L'ancien chef de la diplomatie malienne Tiébilé Dramé est également porté disparu sur la scène politique, en dépit de quelques prises de position de son parti, le Parena. Pour le Dr. Mahamadou Konaté, Président de la plateforme « Reconstruire Baara ni Yiriwa » et actuel Président en exercice du Comité stratégique du M5-RFP Malikura, « les hommes politiques sont silencieux en raison d'un manque de courage

Aujourd'hui, nous ne sommes pas dans un système démocratique alors que les partis politiques tirent d'abord leur légitimité du jeu démocratique qui leur donne des droits et des devoirs.

qui n'est pas nécessairement lié au contexte actuel ». « Certains sont dans des calculs personnels, d'autres aspirent à certains avantages. Ce sont les appétits personnels qui frappent la plupart des hommes politiques, sinon, ce n'est pas le contexte politique actuel qui les empêche de s'exprimer », soutient-il. Si certains leaders ou partis politiques continuent de s'ex-



Plusieurs figures politiques sont silencieux sur la conduite actuelle de la transition.

primer, ils ne sont pas souvent dans une posture critique des autorités de la Transition, mais plutôt d'accompagnement de leurs actions. C'est le cas entre autres de Gouagnon Coulibaly de l'URD, d'Aliou Boubacar Diallo de l'ADP Maliba ou encore d'Abdoul Karim Konaté de l'Adema-Pasj. Au sein de la classe politique, parmi les « opposants » à la Transition, seuls le M5-RFP Malikura et le parti Yelema semblent se démarquer et donnent encore de la voix. Les deux entités ont d'ailleurs signé en décembre dernier

primaire, ils ne sont pas souvent dans une posture critique des autorités de la Transition, mais plutôt d'accompagnement de leurs actions.

« Situation de peur » Selon certains observateurs, ce silence de la classe politique résulte de la peur des hommes politiques de subir le même sort que certains leaders d'opinion qui se sont montrés critiques à l'égard de la Transition. Parmi eux, le chroniqueur Mohamed Youssouf Bathily alias Ras Bath, arrêté le 13 mars 2023 pour avoir déclaré que l'ancien Premier ministre, Soumeylou Boubeye Maiga, mort en détention sous la Transition,

REPÈRES

1 an 2 mois et 11 jours :

Période durant laquelle Cheick Modibo Diarra ne s'est pas exprimé sur les réseaux sociaux sous la transition

19 janvier 2023 :

Date à laquelle remonte le dernier post de Tiébilé Dramé

15 janvier 2024 a été repoussé au 19 février prochain, a été lui aussi condamné à deux ans de prison, dont un ferme, le 14 septembre 2023 pour atteinte au crédit de l'État, après avoir insisté dans une émission radio sur la nécessité du respect du délai de la Transition avec l'organisation de l'élection présidentielle aux dates initialement prévues. « Les affaires judiciaires visant des politiques et les ayant poussés à l'exil, le décès en détention de Soumeylou Boubeye Maiga ou encore la grande popularité du Colonel Assimi Goïta contraignent les politiques à la prudence », confiait récemment sous anonymat un analyste dans nos colonnes. Pour sa part, Issa Kaou N'djim, Président

du parti ACRT-Faso Ka wele, estime que la classe politique est inaudible « tout simplement parce qu'elle est dans une situation où il n'est pas facile de prendre position ». « Aujourd'hui, nous ne sommes pas dans un système démocratique, alors que les partis politiques tirent d'abord leur légitimité du jeu démocratique qui leur donne des droits et des devoirs et leur permet de s'exprimer sur toutes les questions en toute liberté sans être poursuivis, inquiétés ou menacés », se lamente l'ancien 4ème Vice-président du CNT, lui-même condamné à 6 mois de prison avec sursis en 2021 pour « atteinte au crédit de l'État et trouble à l'ordre public ». Pour lui, les politiques s'expriment peu parce que « nous sommes dans une situation où nous avons peur ». « D'autres leaders se réservent en raison de leurs ambitions politiques, parce qu'aujourd'hui il y a une véritable équipe de propagande qui est là pour détruire toute personne qui ose aller à l'encontre de la Transition. Or les hommes politiques ne veulent pas se mettre à dos l'opinion », poursuit l'ancienne figure du M5-RFP.

Une « opposition » qui peine à s'installer

Le silence observé dans la classe politique rend difficile l'émergence d'une « opposition » aux autorités de la Transition. Alors qu'il a longtemps incarné cette voix discordante vis-à-vis des autorités transitoires, le Cadre d'échange des partis et regroupements politiques d'abord pour une transition réussie, puis par la suite pour un retour à l'ordre constitutionnel, n'a jamais réussi à faire tourner le rapport des forces en sa faveur et s'est par la suite effrité, avec le départ de plusieurs partis et regroupements de partis-clés. L'Appel du 20 février pour sauver le Mali a ensuite pris le relais mais s'est également essouffé lorsque ses Coordinateurs, les anciens magistrats Chérif Mohamed Koné et Dramane Diarra, se sont mis en retrait pour se défendre suite à leur radiation de la Magistrature. Secoué ces dernières semaines par des dissensions internes, le mouvement semble reprendre du poil de la bête avec ses prises de positions récentes, notamment sa réaction suite à l'annonce du retrait sans délai du Mali de la CEDEAO, qu'il a qualifié de « nul et non avvenu ». ■

3 QUESTIONS À



JEAN-FRANÇOIS MARIE CAMARA

Enseignant - chercheur à la Faculté des Sciences administratives et politiques de l'Université de Bamako

1 Comment expliquez-vous le silence actuel des leaders politiques vis-à-vis de la conduite de la Transition ?

Aujourd'hui, nous sommes dans une transition qui est devenue très populaire au fil du temps. Dans ces conditions, si vous êtes leader d'un grand parti politique et que vous vous mettez à critiquer la transition, vous pouvez être taxés par les citoyens de quelqu'un qui est contre le bien du Mali. Je pense que c'est l'une des raisons qui font que les leaders politiques font profil bas.

2 Peut-on parler aussi d'une certaine situation de peur qui s'est installée ?

Évidemment. Ces derniers temps, nous avons constaté l'incarcération de certains leaders politiques. D'autres sont en exil. En plus de cela, certains leaders politiques ont eu à occuper des postes sous le régime précédent et ne veulent pas entrer dans le collimateur des autorités de transition au risque d'être audités sur leur gestion dans le cadre de la lutte contre la corruption.

3 Ce silence ne tue-t-il pas toute « opposition » à la Transition ?

Oui. En temps normal, avec le report des élections, il aurait dû y avoir un bloc d'opposition pour contraindre les autorités à organiser les élections aux dates prévues. Mais le contexte, marqué par la peur et les calculs politiques, ne le permet pas. Mais en politique il n'est jamais trop tard. Les choses peuvent bouger à tout moment.

DERRIÈRE LES DÉMISSIONS À LA COFOP, UNE BATAILLE DE POSITIONNEMENT

Plusieurs associations et partis politiques ont annoncé le 6 février leur démission de la Coalition des forces patriotiques (COFOP), sur fond d'incompréhensions internes et de divergences de positionnements.

MOHAMED KENOVI

Elles sont au total 7 organisations membres de la coalition, dont 2 partis politiques (Parti UNION et Parti démocratique du peuple malien PDPM) et 5 associations (Siguida Tagne, Association Sikidja, AMJP, APAS et AFVAM) à avoir claqué la porte de la COFOP pour « signaler notre désaccord profond et notre refus de participer à une gouvernance qui ne respecte pas les principes qui nous ont unis au départ ». « Cette décision découle du constat que les principes fondamentaux qui guident notre Coalition, tels que le respect des textes et des règles démocratiques, ont été compromis. Nous regrettons profondément de constater une violation flagrante de la règle de prise de la présidence tournante, établie à un an, qui n'a pas été respectée, le Pré-



Plusieurs partis politiques et associations ont annoncé le 6 février 2024 leur démission de la COFOP.

des activités contraires au positionnement de la COFOP. « Ils ont appelé à voter non au référendum et ont participé à tous les meetings des opposants alors que la COFOP était pour le « oui ». Nous

dont les buts sont contraires à ceux de la Coalition des Forces patriotiques. Or le FUMA est un regroupement de l'opposition et la COFOP a signé un accord de partenariat avec le M5-RFP et soutient les actions du pouvoir actuel. À partir de ce moment, deux options s'offraient à eux. Soit ils partaient d'eux-mêmes, soit ils se faisaient exclure », avance le Dr Sy. Quant à la violation de la règle de prise de la présidence tournante dont il est accusé, l'ancien ministre des Transports et des travaux publics affirme que cette règle n'a jamais existé dans les statuts de la Coalition. « Il n'est pas écrit dans nos statuts que la présidence est tournante. Les statuts disent simplement que le mandat est d'une année renouvelable. Chaque année, le bureau est refait. Ils se sont présentés à chaque fois mais ils n'ont pas été élus. Ils veulent avoir la présidence de la COFOP pour l'amener à l'opposition ».

Coalition affaiblie ? Alliance politique d'envergure à ses débuts, issue des entrailles de l'ex-majorité présidentielle sous IBK, la COFOP a enregistré de par le passé les départs de certains grands

Ce n'est pas écrit dans nos statuts que la présidence est tournante. Les statuts disent simplement que le mandat est d'une année renouvelable.

sident en place ayant maintenu sa position pendant cinq ans sans renouvellement », indiquent les démissionnaires. Ils dénoncent également « l'attitude paternaliste » du Président de la Coalition qui, selon eux, a contribué à une atmosphère incompatible avec les valeurs démocratiques de la COFOP et sapé la confiance au sein de la Coalition, « compromettant ainsi notre capacité à œuvrer pour le bien de notre pratique républicaine ».

Divergences de fond Selon les explications du Président de la COFOP, que nous avons contacté, les membres démissionnaires de la Coalition menaient depuis plusieurs mois

les avons rappelés à l'ordre mais ils ont refusé. Donc, à l'Assemblée générale, il a été demandé au bureau rentrant de les sanctionner, car ils nuisaient aux actions de la COFOP », précise le Dr. Abdoulaye Amadou Sy. À l'en croire, en violation de l'article 7 des statuts de la COFOP, les 7 organisations ont adhéré au Front Uni pour le Mali (FUMA) créé en novembre dernier et dont Mamadou Traoré, Président du parti UNION et ancien candidat à la présidentielle de 2018, est le coordinateur. « L'article 7 stipule que nul parti politique ou association ne peut adhérer à un autre regroupement de partis politiques ou d'associations

EN BREF

RETRAIT DU MALI DE LA CEDEAO : UNE MARCHÉ DE SOUTIEN AUX AUTORITÉS CE VENDREDI

« Vive l'AES ! C'est la volonté du peuple ». C'est sous ce thème que le Collectif pour la défense de la souveraineté retrouvée (CDSR) organise ce vendredi 16 février 2024 une marche en faveur du retrait officiel des pays de l'Alliance des États du Sahel (AES) de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CÉDEAO). Plusieurs mouvements et associations de jeunes sont attendus à cette manifestation dont l'itinéraire part de la place de l'indépendance pour finir au CICB. « Nous n'avons d'autres objectifs que de soutenir les autorités du Mali en particulier et les autorités de l'AES en général. Au Burkina Faso et au Niger, il y a déjà eu des manifestations spontanées. Jusque-là Bamako n'a pas encore fait quelque chose dans ce sens », confie Soungalo Sanogo, président de l'Association des jeunes des Camps du Mali, membre du Collectif. A l'en croire, un mémorandum contenant plusieurs points sera également remis aux autorités à l'issue de la manifestation. ■

M.K

partis politiques, à l'instar de la Codem et du parti SADI. Composée depuis de 24 partis politiques et associations, elle se retrouve désormais avec 17 organisations membres suite aux nouvelles démissions, ce qui pourrait porter un coup fatal à la coalition.

Mais pour son Président, cela ne sera pas le cas. « C'est du pain béni pour la COFOP. Ceux qui partent n'apportent rien à la Coalition. Cela clarifie plutôt notre position. C'est en fait la partie molle qui vient de se détacher du regroupement », clame-t-il. ■

afribone

Vos données méritent un meilleur abri numérique

20 28 00 00
www.afribone.com



UNE NOUVELLE USINE DE CIMENT À SIKASSO POUR SATISFAIRE LES BESOINS LOCAUX

Une nouvelle usine de ciment verra le jour d'ici 2 ans à Sikasso. La première pierre de la nouvelle unité Cimaf a été posée ce 9 février 2024. Située dans la commune rurale de Natien, à 17 km de la ville de Sikasso, l'usine sera la deuxième du groupe dans notre pays, après celle de Diago. Sa capacité est estimée à un million de tonnes et pourra être augmentée à deux millions de tonnes par an. L'usine créera environ 300 emplois directs et 2 000 emplois indirects.

FATOUmata MAGUIRAGA

Le coût de l'investissement est de 30 milliards de francs CFA et les travaux doivent durer 23 mois, avec un début des activités prévu pour février 2026. La construction de cette nouvelle unité devrait permettre à la production nationale de couvrir 50% des besoins annuels, selon les autorités. Ceux-ci sont estimés à 3,6 millions de tonnes pour une production actuelle d'environ 1,8 million de tonnes. Ce projet est aussi une étape dans la consolidation de la collaboration entre le Mali et le Maroc dans le cadre de l'industrialisation du pays. Cimaf est déjà implanté dans 12 pays africains, avec une capacité de production de 10 millions de tonnes par an. Le groupe ambitionne de contribuer à l'augmentation de la disponibilité du ciment au Mali et en Afrique de l'Ouest. Lancée en 2016 au Mali, la société Cimaf s'est hissée au rang des entreprises qui contribuent efficacement au renforcement du socle in-

Besoins annuels :
3,6 millions de tonnes

Production actuelle :
1,8 million de tonnes



Une nouvelle usine de ciment verra bientôt le jour à Sikasso.

dustriel, avec une capacité de 500 000 tonnes par an qu'elle va désormais doubler. Cimaf s'inscrit également dans une dynamique de modernisation et d'innovation du secteur du BTP, avec notamment des transferts de technologie et la création d'emplois au niveau local.

Autosuffisance d'ici 2025 La construction de cette nouvelle cimenterie intervient après celle initiée en novembre 2022 par la pose de la première pierre de la société Ciment Sahel Mali. La nouvelle unité, dont les travaux de construc-

tion doivent durer 28 mois, est située dans la commune rurale de Béma, dans le cercle de Diéma, région de Nioro. Elle produira à terme 4,5 millions de tonnes, extensibles à 6 millions. La construction coûtera 488 milliards de francs CFA et le projet permettra la création de 2 600 emplois, dont 600 permanents. La réalisation de ces projets engendra une augmentation de la production nationale et même de celle de la sous-région. Avec une couverture des besoins nationaux, elle devrait assurer notre autonomie pour ce matériau, essentiel dans la construction d'infrastructures, et réduire considérablement notre dépendance à l'étranger. ■

EN BREF

ÉNERGIES RENOUVELABLES : L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE DOIT TRIPLER SES CAPACITÉS

Les investissements dans les énergies renouvelables et l'expansion du réseau électrique en Afrique subsaharienne doivent passer de 20 milliards de dollars à 100 milliards de dollars d'ici 2030 pour atteindre les objectifs fixés à la COP28. Pour limiter le réchauffement climatique à 1,5°, les pays de la planète avaient convenu lors de la COP28 à Dubaï, en novembre 2023, de tripler les capacités en énergies renouvelables, pour les porter à 11 500 gigawatts (GW) à la fin de la décennie en cours. Les pays d'Afrique subsaharienne doivent ajouter un total de 260 gigawatts, contre 2 900 gigawatts pour les pays de l'Organisation de coopération économique et de développement (OCDE). Cet écart s'explique par le fait qu'ils ont un besoin moindre d'élimination des énergies fossiles. Selon le rapport de Climate Analytics, les pays de la région doivent multiplier par 5 les investissements dans les énergies renouvelables et l'expansion du réseau électrique pour contribuer à l'atteinte de l'objectif. Les besoins d'investissements au plan international seront de 2 000 milliards de dollars chaque année d'ici 2030. En 2022, les pays de la région disposaient d'une capacité de 60 gigawatts d'énergies fossiles qui doivent être éliminés d'ici 2040. Les pays de l'OCDE disposaient de 1 500 gigawatts installés, qui doivent être réduits d'ici 2035. ■ F.M

frir un marché pour écouler leurs produits. Il sera aussi question d'inciter les producteurs à la transformation afin de faciliter la conservation de leur production et de convaincre la population pour la consommation de ces produits locaux. ■ F.M

Semaine du paysan à Kabara Soutenir les producteurs locaux

Du 23 au 27 février, Kabara, dans la commune urbaine de Tombouctou, abritera la Semaine du paysan. L'initiative est destinée à soutenir les acteurs de cette localité dont l'activité principale est le maraîchage. Kabara abrite les nombreuses plaines agricoles qui servent la ville et ses environs en produits maraîchers. Environ 90% de la population y est occupée par cette activité. Mais les acteurs qui ont de plus

en plus de mal à en vivre, explique Drahmane Cissé, le Président de l'association Agissons pour une communauté meilleure de Kabara. Principale spéculation, la pomme de terre, dont la production s'élève à environ 10 000 tonnes. Une production que les paysans ont du mal à écouler, « faute d'un marché adéquat ». En effet, tous les produits arrivant en même temps, « les marchés de Tombouctou sont satu-

rés au moment de la récolte » et les produits étant périssables, sans moyens de stockage les paysans sont obligés de les « bazarder », regrette l'initiateur de la foire. L'idée est donc, avec la Semaine du paysan, d'aider les maraîchers et les jeunes qui veulent embrasser le métier, à travers des formations, à augmenter leur production et leur maîtrise de l'activité. L'objectif visé par l'activité-phare, la foire exposition, est de leur of-

Africa Wealth Development Valoriser les données des entreprises

Fondée en 2019, l'entreprise de services digitaux Africa Wealth Development (AWD) compte depuis 2023 deux autres entités. Outre la digitalisation, elle accompagne désormais ses clients dans la valorisation de leurs données, tout en leur garantissant un système de sécurité fiable.

Les données font partie des ressources les plus « chères » pour une entreprise, explique Abdoul Wahab Diaby, le fondateur d'Africa Wealth Development. Dédiée à la valorisation de ces données, l'unité Data Hub aide les sociétés à les digitaliser, tout en leur offrant un socle de sécurité. Il s'agit de garantir les données et les processus pour faire face notamment à l'espionnage et la concurrence déloyale. D'où la création de la troisième unité, Security Hub, consacrée à la cybersécurité.

Services ciblés Si toutes les entreprises peuvent utiliser les services d'AWD, les industriels sont la cible idéale, précise M. Diaby. En effet, même

ceux qui avaient une maîtrise de leurs processus ne les valorisaient pas assez. L'objectif est donc d'aller « au bout des possibilités qui s'offrent ». La société est aussi ouverte à la collaboration avec des organismes ou projets. Ainsi, dans la mouvance de la nouvelle orientation, elle veut être une entreprise d'innovation à forte valeur ajoutée. Lancé en octobre 2023 et sacré Prix de la solution d'innovation de l'année par Moov Malitel, le projet « Sosara » est une plateforme permettant de gérer toute la chaîne de valeur de l'immobilier, depuis la phase d'annonce jusqu'aux phases de paiement. Il s'agit de dématérialiser le processus afin que locataires et bailleurs interagissent même

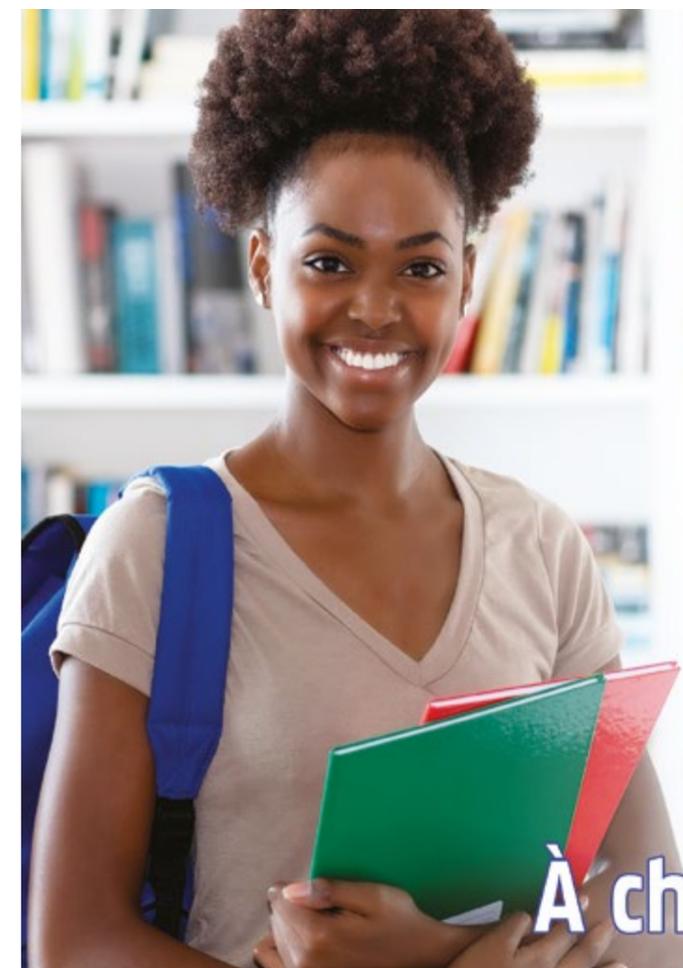


Abdoul Wahab Diaby est le fondateur de l'African Wealth Development.

à distance et que les bailleurs puissent suivre la gestion de leurs biens. Et d'apporter plus de transparence dans ce domaine en rapprochant davantage l'offre de la demande. Démarrée dans un contexte difficile, juste avant la crise de la pandémie de Covid-19, l'entreprise a dû affronter les contraintes d'une jeune pousse devant acquérir la confiance des acteurs. Un défi qui se dissipe avec le temps,

confie le promoteur, qui entend renforcer et stabiliser son offre de services pour maintenir sa courbe de croissance durant les deux prochaines années. Diplômé en Informatique et spécialisé en Sciences des données, Abdoul Wahab Diaby travaille avec une dizaine d'ingénieurs et un réseau de consultants experts. ■

FATOUmata MAGUIRAGA



Sofia étudie à l'étranger. Chaque mois ses parents rechargent sa carte **A Dan** depuis une agence BDM-SA.



Cartes prépayées Mastercard BDM

À chacun sa carte !

APRÈS L'INCENDIE DU MARCHÉ DE GAO, LA DIFFICILE REPRISSE DES ACTIVITÉS

Après l'incendie du 7 février 2024, qui a ravagé le « Marché aux légumes » de Gao, commerçants et populations sont dans l'expectative. Dans un contexte déjà difficile, marqué par plusieurs blocus, les commerçants tentent une difficile reconstruction alors que la population craint une nouvelle flambée des prix.

FATOUMATA MAGUIRAGA



Le marché de Gao a pris feu le 7 février 2024 causant d'importants dégâts matériels.

Commerçant depuis plus de vingt ans maintenant, Zourkafil Maïga a tout perdu dans cet incendie. Vendeur de céréales et autres denrées alimentaires, il fait preuve de foi. « Ce qui nous arrive, c'est un fait de Dieu ». Le feu, parti de l'explosion d'un groupe électrogène, a déclenché le énième incendie de ce marché important de la ville. « En 2008 et 2013, il y a déjà eu des incendies similaires », se souvient Abdoul Karim Samba, Président de la Coalition des anciens des mouvements de la résistance civile de Gao. Une semaine après, la ville, qui connaît déjà la cherté des prix, craint que les produits de première nécessité ne connaissent une nouvelle augmentation, surtout à la veille du mois de Ramadan. Revenant sur les dégâts qu'il a

subis, Zourkafil Maïga n'arrive pas à en faire une estimation. Tout ce qu'il avait comme marchandises est parti en fumée. Au marché, avec d'autres collègues, l'heure est au recensement.

Il faut un véritable diagnostic et des mesures fortes pour mettre fin à ce cycle d'incendie au niveau du marché.

Impasse Invités par la mairie à s'installer sur un autre site en attendant de faire le point et d'envisager une reconstruction du marché, les commerçants sont plutôt réticents à quitter les lieux. « Nous n'avons rien pu récupérer. Certaines marchandises reçues deux jours avant n'avaient même pas été déballées », témoigne Rokiatou, une commerçante.

En l'absence d'alternative et pour continuer à survivre, elle s'adapte comme elle peut. Deux jours après l'incendie, elle a reçu des marchandises qu'elle vend. Des produits alimentaires (pomme de terre, condiments, etc.) qu'elle reçoit de Bamako, ainsi que des pagnes et habits pour enfants. Comme d'autres, elle est allée visiter l'endroit proposé par la mairie, au Septième quartier. Seuls quelques bouchers ont accepté de s'y installer. « Nous sommes allés voir le nouvel endroit proposé, mais les commerçants n'en veulent pas, il n'est pas aménagé ».

Il faut un véritable diagnostic et des mesures fortes pour mettre fin à ce cycle d'incen-

dies au niveau du marché, suggère Abdoul Karim Samba, ravitaillé à partir de villes comme Ansongo, Bourem ou à partir de l'Algérie. La « situation est compliquée » en raison des nombreuses difficultés, précise Abdoul Karim Samba. Il faut donc des mesures urgentes pour éviter une rupture des produits de première nécessité. ■

EN BREF

INDICE DE PERCEPTION DE LA CORRUPTION : LE MALI FAIT DU SUR PLACE

L'Indice de perception de la corruption (IPC) 2023 classe le Mali au rang de 136ème sur 180 pays avec un score de 28 sur 100. Ce qui est une position stagnante par rapport à l'année dernière, comme pour la plupart des pays d'Afrique subsaharienne. Selon Transparency International, l'IPC 2023 montre des résultats mitigés, avec des améliorations conséquentes dans certains pays, tandis que dans la plupart des États africains, les choses ne bougent pas. Ce qui explique la performance « médiocre de la région », avec un score moyen inchangé de 33 sur 100. En outre, 90% des pays d'Afrique subsaharienne ont un score inférieur à 50. Avec un impact direct sur la vie des plus vulnérables, la corruption est un problème majeur, entravant le développement. En effet, malgré un taux de croissance de 3,3% en 2023, la région est très marquée par l'extrême pauvreté, qui touche environ 462 millions de personnes. Le sous financement des secteurs publics est aggravé par la corruption et les flux financiers illicites qui siphonnent les ressources publiques, note le rapport. Les besoins socio-économiques restent non satisfaits au détriment des plus pauvres et la corruption dans les mécanismes de distribution de la justice impactent aussi les plus vulnérables. « La démocratie en Afrique est également sous pression, avec une augmentation du nombre de changements anticonstitutionnels dans certains pays, les moins bien notés, notamment le Mali (28), la Guinée (26), le Niger (32) et le Gabon (28), en raison de l'insécurité et de la corruption, citées comme les principales raisons sous-jacentes ». ■ **F.M**

LA PRESSION INTERNATIONALE S'ACCENTUE SUR ISRAËL

La pression internationale pourrait-elle faire renoncer Benjamin Netanyahu à son offensive sur Rafah ? Les appels à un cessez-le-feu dans la bande de Gaza se multiplient et l'espoir d'une trêve renaît après l'annonce, le 12 février, de Joe Biden.

BOUBACAR SIDIKI HAIDARA



Les appels à un cessez-le-feu dans la bande de Gaza se multiplient depuis plusieurs jours.

Les États-Unis travaillent à un accord sur les otages entre Israël et le Hamas qui apporterait une période immédiate de paix et de calme à Gaza pendant au moins six semaines », a confié Joe Biden. Des discussions en ce sens ont démarré le 13 février au Caire, en Égypte. Israël, réticente au début, a finalement accepté, « pressée » par les États-Unis, d'envoyer une délégation prendre part aux négociations. Le cadre discuté prévoit une trêve humanitaire en trois phases, débutant par

la libération de 35 à 40 otages israéliens vulnérables lors de la première, d'une durée de six semaines. Les phases suivantes concerneraient la libération de soldats israéliens et de dépouilles d'otages, ainsi que des discussions sur les prisonniers de sécurité palestiniens à libérer. Ces discussions se tiennent alors que la pression internationale s'intensifie sur Israël pour renoncer ou au moins reporter une offensive sur Rafah, à la frontière égyptienne, dernier refuge pour plus d'un million de

RDC L'Afrique du Sud va envoyer des troupes

Alors que les combats font rage dans l'Est de la République démocratique du Congo, l'Afrique du Sud a décidé d'envoyer 2 900 soldats pour aider le pays à faire face aux groupes armés, notamment le M23 et les rebelles de l'ADF. Le déploiement, ordonné par Cyril Ramaphosa, s'inscrit dans le cadre de la Mission d'Afrique Australe en RDC approuvée par la SADC en mai dernier. Le Malawi et la Tanzanie fourniront également des troupes. La mission remplace la Force régionale d'Afrique de l'Est, qui a quitté la RD Congo en décembre dernier. Pour le Président sud-africain, sa décision est conforme à l'obligation internationale de son pays

envers cette organisation régionale. Son pacte de défense mutuelle stipule en effet que « toute attaque armée perpétrée contre l'un des États parties sera considérée comme une menace pour la paix et la sécurité régionales et fera l'objet d'une action collective immédiate ». Le contingent coûtera 105 millions de dollars. Les violences dans l'est de la RDC ont poussé des dizaines de milliers de personnes à quitter leurs habitations. Le 12 février, des Congolais ont manifesté à Kinshasa devant des représentations diplomatiques de pays occidentaux pour protester contre leur « inaction » face au M23. ■ **B.S.H**

UNE SEMAINE DANS LE MONDE

ROYAUME-UNI : UN PROJET DE LOI SUR L'IMMIGRATION POLÉMIQUE

Une politique fortement controversée. Le projet de loi du gouvernement britannique visant à expulser au Rwanda des réfugiés arrivés illégalement au Royaume-Uni est « incompatible » avec les obligations du pays en matière de droits humains a alerté le 12 février une commission parlementaire britannique. Cette commission est composée de 12 membres, des Travailleurs et des Conservateurs des deux chambres du Parlement. Le projet de loi a été rédigé en réponse à la Cour suprême britannique, qui avait jugé illégal d'envoyer des migrants au Rwanda, estimant que le pays ne pouvait être considéré comme sûr pour eux. Adossé à un nouveau traité entre Londres et Kigali, le texte définit le Rwanda comme un pays tiers sûr et empêche le renvoi des migrants vers leurs pays d'origine. Le Premier ministre conservateur Rishi Sunak a fait de ce projet le socle de sa politique de lutte contre l'immigration clandestine et espère pouvoir le mettre en application avant les élections législatives, prévues cette année. Mi-janvier, il l'a qualifié de « priorité nationale urgente ». ■

ÉCHOS DES RÉGIONS

KOULIKORO : TIMIDE TAUX D'ENRÔLEMENT POUR LA CARTE BIOMÉTRIQUE

L'engouement n'est pas la hauteur à Koulikoro pour la nouvelle opération d'enrôlement de la carte biométrique. Démarrée en ce mois de janvier 2024, l'opération n'a enregistré qu'une soixantaine de candidats, selon le site d'informations de Studio Tamani. Cette phase est destinée notamment à prendre en charge les cas d'omission, les nouvelles demandes d'enrôlement et les nouveaux nés. L'opération d'enrôlement pour la carte biométrique sécurisée avait démarré l'année dernière et connu beaucoup de difficultés. Finalement, au terme du processus, environ 5 millions de cartes avaient été imprimées, pour lesquelles les populations ne s'étaient pas précipitées. En outre, certaines corrections censées être prises en compte ne l'avaient finalement pas été. Les taux de retrait de ces cartes sont demeurés très faibles, alors qu'au même moment plusieurs citoyens, y compris des Maliens de l'extérieur, n'avaient pu bénéficier de ce droit. La nouvelle carte biométrique devrait aussi servir pour le processus électoral. ■

MÂCHER, CRACHER EN PLEIN MATCH... OU PÉRIR ?

Pour vaincre leur stress, la plupart des footballeurs ont leur truc ! Certains, en montant sur le terrain, font le signe de la croix catholique tandis que d'autres récitent la sourate Al-Fatiha des Musulmans pour conjurer un mauvais sort ou bénéficier des faveurs du Ciel. D'autres cependant, durant toute la partie, ne cessent de mastiquer du chewing-gum. Idrissa Gana Gueye du Sénégal, Ryan Mendes, Capitaine des Requins bleus du Cap Vert ou encore Evan Ndicka et Ghislain Konan de la Côte d'Ivoire, entre autres, sont les dignes héritiers des monstres sacrés du sport qui laissent à la postérité le souvenir impérissable de mâcheurs impénitents.

DIOMANSI BOMBOTÉ



Victor Osimhen, attaquant Nigérien évoluant au FC Napoli en Italie

Sir Alex Fergusson, au cours de sa trentaine d'années à Manchester United comme entraîneur, aurait dévoré la bagatelle de 15 000 tablettes de chewing-gum. Rien que ça ! Aujourd'hui, son digne clone n'est personne d'autre que le non moins emblématique coach du Real Madrid, Carlo Ancelotti. Spectacle impressionnant que ces mâchoires inlassables malmenant un pauvre bout de gomme mentholée ! Sa Majesté Michael Jordan, sans doute le plus grand basketteur (plus grand sportif ?) de tous les temps, a lui poussé son fanatisme pour au point d'être le seul joueur au monde à avoir sa propre marque de chewing gum, Hang Time. Composé à 30% d'une gomme élastique associée à d'autres substances minérales, le chewing-gum passerait pour être un déstressant. Des études prétendent en effet qu'il permettrait de diminuer le taux de l'hormone du stress, le cortisol. La consommation de chewing-gum, de plus en plus sans sucres, est devenue très courante, à tel point qu'on lui associe des substances énergisantes à base de

caféine et de guarana, une plante originaire d'Amazonie réputée pour ses effets stimulants. Mâchouiller du chewing-gum, chez les sportifs, est en passe de devenir une mode, voire une superstition, avec parfois à la clé cette illusion d'améliorer la capacité de concentration et le temps de réaction. Ce qui ne se traduira pas pour autant par une augmentation des performances !

C'est parce qu'il crachait trop en débarquant à Manchester que le Sieur Fergusson, devenu Sir depuis, pour arrêter sa manie dégoûtante, se mit au chewing-gum. Cracher est la marque de fabrique de nombreux footballeurs dont certains participaient à la CAN 2023. L'aigle vert du Nigeria Victor Osimhen ne s'en prive guère, tout comme Naby Keita de Guinée et bien d'autres, comme Son Excellence Lionel Messi, qui donne sur tous les terrains du globe l'image d'un lama cracheur. Pour se débarrasser de sa manie répugnante, Messi aurait décidé de se mettre au... chewing-gum il y a peu !

Diantre, pourquoi donc cracher ? Cela aiderait, semble-t-il, à dégager les voies respiratoires pendant les matchs. Certes ! Mais pourquoi alors cela est-il sévèrement prohibé au basket et au tennis, les contrevenants s'exposant à une lourde pénalité ? Le football ferait sans doute mieux de s'inspirer de telles bonnes pratiques pour éviter que les pelouses ne se transforment en milieu de culture de germes pathogènes. ■

CAF Krépin Diatta lourdement sanctionné

Selon des informations émanant de Senenews, Krépin Diatta est désormais fixé sur son sort. En effet, la CAF aurait décidé de suspendre le joueur sénégalais pour quatre matchs (dont deux fermes), plus une amende de 6 millions de francs CFA. Avec cette décision de l'instance suprême du football continental, le footballeur de 24 ans va manquer les deux prochains matchs du Sénégal dans le cadre des Éliminatoires de la Coupe du monde de football. Après l'élimination de son équipe face à la Côte d'Ivoire en huitièmes de finale de la CAN, Krépin Diatta a laissé éclater sa colère en zone mixte. Il a accusé l'instance dirigeante du football africain de corruption. La CAF a immédiatement ouvert une enquête. La défense du joueur de 24 ans n'a pas convaincu la confédération, qui a donc décidé de le sanctionner lourdement. ■ B.S.H



CARTONS DE LA SEMAINE

L'attaquante internationale zambienne **Racheal Kundanji** est devenue mardi le plus gros transfert du football féminin en quittant le Real Madrid pour le club américain de Bay FC pour un montant de 735 000 euros.

Le buteur de la Guinée-équatoriale **Emilio Nsue** et son partenaire **Edu Salvador** ont été exclus de la sélection nationale après « plusieurs épisodes d'indiscipline grave » pour le premier et l'implication « dans un incident désagréable à Abidjan » pour le second.

RENTÉE LITTÉRAIRE : LE VIVRE ENSEMBLE À L'HONNEUR

La 16ème édition de la Rentrée littéraire se tiendra du 20 au 24 février 2024 à Bamako, Sikasso, Mopti, Tombouctou et Gao. La fête du livre et de la littérature se penchera sur le thème de « L'Afrique du vivre ensemble », une problématique essentielle pour le continent, qui cherche à résoudre ses défis communs.

FATOUmata MAGUIRAGA



La 16ème édition de la rentrée littéraire se tiendra du 20 au 24 février 2024.

Cette année, la Rentrée littéraire accueillera 23 auteurs maliens à Bamako et 27 dans tout le pays. Au total, c'est une centaine d'auteurs qui sont attendus, du Mali et du reste du monde. L'objectif est d'échanger à travers un dialogue transversal et d'amener auteurs, hommes de culture et citoyens à discuter des problématiques qui assaillent notre société. Il s'agit pour les organisateurs de magnifier l'esprit d'ouverture et de paix sur un continent en proie à des conflits et autres diffi-

cultés qui entravent son épanouissement. La Rentrée littéraire veut aller plus loin cette année en poursuivant son objectif de tisser des liens. C'est pourquoi elle a élargi ses activités à d'autres localités, malgré les défis, explique Ibrahim Aya, cofondateur de l'évènement.

Accroître l'accès au livre Pour inciter davantage à la lecture, les initiateurs ont prévu un marché du livre. La librairie de la rentrée, qui sera logée au Musée de la femme Muso-

kunda, à Korofina, en Commune I du District de Bamako, regroupera de nombreux exposants du Mali et du monde avec « des livres à des prix accessibles », promet M. Aya. Au cours des différentes activités de la rentrée, des auteurs des 5 continents vont discuter entre eux, dans le cadre de cet espace ouvert dédié au dialogue. « Nous sommes un pays ouvert au dialogue » et l'objectif est de « débattre des questions qui nous préoccupent pour un vivre ensemble apaisé, dans un pays ouvert et apaisé ». Parallèlement aux activités qui se tiennent à Bamako, 5 événements culturels se tiendront, en partenariat avec des associations culturelles, dans les différentes localités associées cette année. Cela afin de donner plus d'audience et d'agir en synergie, notamment dans les régions qui subissent les crises. Le public est donc invité à trouver du plaisir dans ces rencontres et les espaces d'échange pour envisager la construction d'un avenir plus prometteur. Conformément à l'esprit de la rentrée, ses promoteurs rappellent que toutes les organisations et festivités sont gratuites pour que le public ait accès à la culture malgré les conditions difficiles.

Les organisateurs ont prévu une Journée de la lecture. Elle se tiendra au musée Musokunda le 20 février. Une séance de lecture publique qui a pour ambition de redonner l'envie de lire. ■

INFO PEOPLE

USHER S'EST MARIÉ

Il n'oubliera jamais la date du 11 février. Usher a profité de son passage à Las Vegas, où il est venu assurer le show de la mi-temps du Super Bowl ce dimanche, pour se marier, rapporte ce mardi People. Le chanteur de 45 ans a épousé sa petite amie de longue date, Jennifer Goicoechea, 40 ans, fait savoir le magazine, qui donne des détails sur la cérémonie. Le couple a échangé ses vœux au Terrace Gazebo de Vegas Weddings, une chapelle de mariage en plein air pouvant accueillir 30 invités. La mère d'Usher, Jonetta Patton, était le témoin du couple, selon l'acte de mariage.

Donnez votre avis sur Journal du Mali



MEGHAN MARKLE ANNONCE LA SORTIE D'UN PODCAST

« Je suis fière de pouvoir annoncer que je rejoins la brillante équipe de Lemonada pour poursuivre mon amour du podcasting », a déclaré l'épouse du prince Harry dans un communiqué ce 13 février 2024. « Être en mesure de soutenir une entreprise fondée par une femme avec une liste de podcasts stimulants et très divertissants est une façon fantastique de démarrer 2024 », s'est-elle encore réjouie. « Nous sommes très honorés que Meghan nous ait fait confiance pour démocratiser l'accès à Archetypes, et que tant de personnes à travers le monde aient bientôt accès à la série », a commenté la cofondatrice de Lemonada. Pour le moment rien n'a encore été révélé sur les sujets et le lancement du podcast.

Journal du Mali
L'hebdo

Directeur de publication :
Mahamadou CAMARA
mcamara@journaldumali.com

Directrice déléguée :
Aurélien DUPIN
aurelie.dupin@journaldumali.com

Rédacteur en chef :
Boubacar Sidiki HAÏDARA

Secrétaire de rédaction :
Ramata DIAOURÉ

Rédaction :
Boubacar Sidiki HAÏDARA - Mohamed KENOUI - Fatoumata MAGUIRAGA

Photographie : Emmanuel B. DAOU

Infographiste : Marc DEMBÉLÉ

JOURNAL DU MALI L'HEBDO, édité par IMPACT MÉDIA Presse. Hamdallaye ACI 2000 - Immeuble Badenya, près MÆVA Palace - Bamako
Tél : +223 20 23 00 66
www.journaldumali.com
contact@journaldumali.com

Le saviez-vous ?

NOUS VOUS PRÊTONS

en attendant que vos
clients vous paient.

Jusqu'à

80%

du montant
des créances

Durée

jusqu'à 1 an
renouvelable



www.boamali.com

40
ANS



BANK OF AFRICA

BMCE GROUP

